



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACHETEUR PUBLIC : TERRITOIRE, ADMINISTRATION SUPERIEURE DES
ÎLES WALLIS ET FUTUNA

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES</p> <p>C.C.A.P</p>

NUMERO DE LA CONSULTATION :

LOT N°1 :2026-T-AO-13-TP

LOT N°2 : 2026-T-AO-14-TP

OBJET DE LA CONSULTATION : ACHAT D'ENGINS DE TRAVAUX
PUBLICS POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS A WALLIS ET A
FUTUNA

COMMUN A TOUS LES LOTS

Sommaire

Article 1. POUVOIR ADJUDICATEUR4

Article 2. OBJET DU MARCHE4

Article 3. ALLOTISSEMENT4

Article 4. FORME ET ÉTENDUE DU MARCHE4

Article 5. DURÉE DU MARCHE4

5.1 - Cadre général4

5.2 – Délai de livraison4

Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS5

Article 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS5

7.1- Représentation des parties5

A - Représentation de l'acheteur5

B - Représentation du titulaire5

7.2- Conditions d'exécution5

7.2.1 - Remplacement des intervenants5

7.2.3 - Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques6

7.3- Obligations du titulaire6

7.3.1 - Obligation de conseil6

7.3.2 - Obligation d'information6

7.3.3 - Mesures de sécurité6

7.3.4 - Responsabilité du titulaire7

7.3.5 - Confidentialité et secret des affaires7

Article 8 - CLAUSE DE REEXAMEN8

8.1 – Prestations similaires8

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS8

9.1 - Contrôle8

9.2 - Opérations de vérification8

9.3 - Décisions après vérification9

9.4 - Garantie9

Article 10. PENALITES9

10.1 - Pénalités de retard9

Article 11 - RÉGIME FINANCIER10

11.1 - Forme et contenu des prix10

11.2 - Variation des prix10

11.3 - Avances11

Article 12. MODALITES FINANCIERES11

12.1 - Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire11

12.2 - Intérêts moratoires12

12.3 - Modalités de facturation12

12.4 – Transmission des factures12

Article 13. DISPOSITIONS DIVERSES13

13.1 - Échanges dématérialisés13

13.2 - Langue13

Article 14. SOUS-TRAITANCE13

Article 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE13

Article 16. ASSURANCES13

Article 17. AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES13

Article 18. RESILIATION14

18.1 - Exécution aux frais et risques du titulaire14

18.2 - Différends14

Article 19. LITIGES ET CONTENTIEUX14

Article 20. DEROGATIONS14

Article 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent marché est porté par le Territoire, Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna. Il est représenté par le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna.

Article 2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur l'achat d'engins de travaux publics pour le service des travaux publics à Wallis et à Futuna.

Le marché porte sur des prestations de fournitures.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 34140000-0 : poids lourds / 43221000-8 : niveleuses automotrices / 34620000-9 : Matériel roulant

Article 3. ALLOTISSEMENT

Le contrat comporte deux (2) lots :

Lot	Objet
1	Camion répandeur de bitume pour le service des TP Wallis
2	Niveleuse pour l'antenne de Futuna

Le candidat pourra soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Article 4. FORME ET ÉTENDUE DU MARCHE

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres en vertu des dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fixant les règles générales applicables aux marchés passés au nom des groupes de territoires, territoires et provinces d'outre-mer.

Article 5. DURÉE DU MARCHE

5.1 - Cadre général

Le marché public est conclu pour une durée de 18 mois.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

5.2 – Délai de livraison

Le délai de livraison pour chaque engin devra être indiqué sur la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et, reporté sur l'acte d'engagement pour chaque lot.

Le délai de livraison comprend la mise en service et, la formation des agents du service et, il commence à courir à partir de la date de notification du marché.

Lieu de livraison

Lot 1 : Service des Travaux Publics de Wallis

Lot 2 : Service des Travaux Publics de Futuna

Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) pour le lot concerné et ses éventuelles annexes;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot concerné (DPGF) pour le lot concerné;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

Article 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1- Représentation des parties

A - Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

B - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation au CCAG-FCS, ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2- Conditions d'exécution

7.2.1 - Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

7.2.3 - Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge par un autre membre du groupement après accord de l'acheteur.

7.3- Obligations du titulaire

7.3.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

7.3.2 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3.3 - Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.3.4 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.3.5 - Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Dès lors, de par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché.

Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 50.000F CFP par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 8 - CLAUSE DE REEXAMEN

Le marché public peut faire l'objet d'un avenant, pour :

- augmentation du prix du marché,
- suggestions techniques imprévues,
- circonstances imprévues,
- prestations complémentaires ou similaires,
- augmentation de la durée du marché

Les parties pourront conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

8.1 – Prestations similaires

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 - Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

9.2 - Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater si elles répondent aux conditions du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectue ces vérifications simples au moment de la livraison du matériel et/ou des matériaux.

L'acheteur prononce l'admission des prestations sous réserve des vices cachés si elles répondent aux stipulations du marché. Elle prendra effet à la date notification au titulaire de la décision d'admission dans un délai de 15 jours à compter de la date de la livraison.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications quantitatives, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai prescrit de reprendre l'excédent fourni et/ou de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications qualitatives, l'acheteur prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

9.3 - Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.4 - Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 10. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

10.1 - Pénalités de retard

Pénalités de retard : En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 25.000F CFP par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné,
- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération des pénalités de retard.
- le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Article 11 - RÉGIME FINANCIER

11.1 - Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et charges fiscales, parafiscales, douanières ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le marché est traité à prix forfaitaire, il couvre l'ensemble des prestations du marché.

Les prix sont exprimés en francs pacifiques (CFP) sans TVA, sans TGC.

La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux (y incluant les frais de formation), impôt et taxes jusqu'au lieu de livraison.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les prix portés au DPGF s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement inclus ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des prestations, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces , l'entrepreneur est réputé avoir prévu , lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans ses prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse de leurs prix avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à celle-ci.

11.2 - Variation des prix

Les prix sont fermes, non actualisables, ni révisables. Aucune réclamation ultérieure ne sera retenue pour une dépense prétendue imprévue dans la composition des prix.

11.3 - Avances

Le taux de l'avance est de 30% qui sera versée au titulaire, dans les conditions définies ci-dessous.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la production de la caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande.

11.3.1 – Garantie financière de l'avance

La délivrance de l'avance **est conditionnée à la production d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance conformément à l'article 6 du décret n°57-818 du 22 juillet 1957.**

11.3.2 – Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

11.3.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

L'avance forfaitaire sera récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement unique du titulaire après service fait.

Article 12. MODALITES FINANCIERES

12.1 - Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'y a pas de retenue de garantie.

Le comptable assignataire compétent est le directeur des finances publiques locales.

12.2 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions du décret 57-818 du 22 juillet 1957 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

12.3 - Modalités de facturation

La remise d'une demande de paiement par le titulaire intervient après l'admission des prestations objet du marché.

Le règlement des comptes est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le service prescripteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

L'unité monétaire qui s'applique est le franc pacifique.

12.4 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée, le titulaire devra utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 - Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.2 - Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 14. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est interdite en marché de fournitures.

Article 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Article 16. ASSURANCES

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant en vigueur dans les îles Wallis et Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

Article 17. AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante :

marches-publics@adsup.wf

Article 18. RESILIATION

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

18.1 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

18.2 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics.

Article 19. LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tél : +687.25.06.30 – Courriel : greffe.ta-noume@juradm.fr

Article 20. DEROGATIONS

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
7.1 (b)	3.4.1	Représentation des parties
10.1	14.1	Pénalités

Signature du candidat